



STRATEGIE REGIONALE HYDRAULIQUE AGRICOLE POSITION DU RESEAU FNE PACA

FNE PACA se réjouit que le monde agricole se soit saisi du SOURCE et de sa méthode de travail pour réfléchir sur ses pratiques d'irrigation. Il y a là une prise de conscience chez certains acteurs agricoles que nous souhaitons saluer, et encourager pour ceux qui ne sont pas encore convaincus.

Les 5 enjeux identifiés nous paraissent cohérents et nombre des orientations proposées rejoignent celles que notre mouvement défend par ailleurs.

Nous souhaitons cependant attirer l'attention sur quelques points, à comprendre comme des principes devant soutenir la réflexion sur l'hydraulique agricole dans son entier.

* *
*

VERS UNE NOUVELLE DONNE CLIMATIQUE

Région soumise à un climat méditerranéen, plutôt sec (malgré des hivers traditionnellement doux et humides), PACA devrait connaître, d'après les modélisations climatiques, des températures moyennes en hausse, des précipitations moyennes à la baisse, avec des différences plus ou moins marquées selon les territoires et les saisons. Soulignons que ces évolutions du climat impacteront des milieux fragilisés déjà aujourd'hui, du fait des pressions anthropiques ou même des premiers effets du changement climatique.

Une stratégie régionale hydraulique agricole doit donc inclure un important volet **d'adaptation de l'activité agricole régionale au changement climatique**.

Tout en gardant à l'esprit que l'agriculture a besoin d'eau quelque que soient les productions, nous souhaitons que les travaux s'orientent vers une remise en question de certaines pratiques agricoles actuelles, dans le but d'utiliser au mieux les potentiels des territoires et des volumes d'eau les plus faibles possibles. Les actions concernent ainsi les différents domaines touchant à l'agriculture : agriculture elle-même, eau agricole, aménagement du territoire.

Soulignons que le Comité de Bassin a adopté son Plan de bassin pour l'Adaptation au Changement Climatique. Outre un bilan des connaissances, ce Plan comprend

- une étude de la vulnérabilité des territoires du bassin,
- et surtout une "boîte à outils" ou panel de mesures appuyé sur différents documents (SDAGE, schémas régionaux de la ressource en eau, SRCAE, PCET...).

En matière d'eau, ce plan propose

- Des conditions préalables (notamment, économies d'eau et préservation des potentialités actuelles des ressources et des milieux)
- Des stratégies d'adaptation par enjeu
Pour l'enjeu Eau : économies, partage, optimisation,
Pour l'enjeu Bilan hydrique des sols : gestion dynamique des sols, diversification, anticipation.

- Des axes d'action en matière de connaissance et en matière de réduction de la vulnérabilité (flexibles ou structurantes, ces dernières nécessitant alors un effort plus important sur des territoires jugés plus vulnérables).

Enfin, ce plan met en garde contre la mal-adaptation, c'est-à-dire l'adaptation qui consisterait à s'équiper d'infrastructures impactantes et coûteuses, qui deviendraient vite inutiles en raison des impacts des changements climatiques.

Le SOURCE et la Charte Régionale de l'Eau en PACA proposent également une action collective visant à une gestion durable et un partage solidaire de la ressource. La SRHA, se voulant déclinaison opérationnelle du SOURCE, a donc tout intérêt à s'emparer de ces travaux pour imaginer l'avenir climatique de l'agriculture et proposer elle aussi des mesures d'adaptation, sachant que ce qui peut être fait aujourd'hui sera utile demain.

Les points développés dans la suite de ce positionnement développent, sous des angles plus thématiques, des propositions allant dans le sens de l'adaptation au changement climatique.

VISER LA SOBRIETE, HYDRAULIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Les économies d'eau semblent être désormais acceptées par l'ensemble de la profession et c'est un point de satisfaction pour notre réseau.

Il reste pourtant nécessaire de rappeler pourquoi économiser l'eau.

Nos efforts et les économies que nous devons parvenir à réaliser sont d'abord au bénéfice des milieux naturels. La France s'est engagée à atteindre un objectif de 66% des masses d'eau en bon état à échéance 2015¹. Cet engagement n'est pas à prendre uniquement comme un engagement vis-à-vis de l'Europe, mais d'abord comme **un engagement vis-à-vis de nous-mêmes et des générations qui nous suivent** immédiatement.

Les économies d'eau ont bien pour objectif de **préserver / restaurer les milieux** et augmenter leur résilience dans le contexte de changement climatique, et par extension, c'est aussi la **préservation des activités** que notre société exerce dans ces milieux qui est visée.

Cet objectif de sobriété hydraulique doit aussi nous garder d'imaginer des transferts d'eau d'un bassin à l'autre². Avec les changements climatiques, des transferts d'eau ne feraient qu'améliorer très provisoirement un cours d'eau au détriment immédiat et durable d'un autre. Ils auraient pu être imaginés dans certains cas majeurs, comme solution d'urgence, ponctuelle, mais le coût de ces infrastructures nécessite que les projets soient pensés comme des aménagements pérennes.

La solution du stockage ne nous paraît pas non plus une solution pérenne : en raison des impacts immédiats que la création de retenues a sur le territoire concerné, mais aussi parce que ce sont des investissements dont on ne peut garantir la rentabilité. Y aura-t-il assez d'eau, dans les cours d'eau, en précipitations, pour remplir ces retenues ?

Nous souhaitons donc compléter les propositions d'orientations stratégiques par les points suivants :

En 1^{er} lieu, économiser l'eau par des moyens comportementaux,

- **Favoriser des cultures adaptées au contexte climatique, hydrologique et géologique local**, et respecter leur nature sobre en eau ;
- Favoriser des variétés rustiques, moins gourmandes en eau (il est question ici de faire appel à des variétés existantes, anciennes, plus ou moins oubliées, etc., mais pas de faire appel aux OGM, existants ou à venir) ;

¹ Engagements français vis-à-vis de la DCE et renforcés par le Grenelle de l'Environnement.

² Même si cela existe déjà ponctuellement comme entre Durance et Buëch.

- Retrouver / développer des techniques culturales : assolement, rotation des cultures, techniques de paillage, travail du sol... qui permettent d'économiser des intrants, qui respectent les capacités du sol à retenir l'eau ;
- Développer où c'est possible, faisable, des formes d'agriculture telles que agroforesterie, permaculture, agriculture sèche...
-

et par des solutions techniques simples :

- outillages simples, accessibles financièrement au plus grand nombre, laissant aux paysans leur autonomie (moyens faciles de pose, d'entretien et de réparation)
- régulation et entretien des canaux,
- repenser le partage des réserves agricoles.

De façon générale, il s'agit de favoriser la diversité des agricultures, la diversification des productions, le maintien des savoir-faire, qui permettront d'avoir une agriculture moins fragile et moins tributaire des ressources en eau.

Nous mettons en garde contre les solutions technologiques et autres outils ultrasophistiqués³, qui pourraient être une mal-adaptation. La technicité à laquelle ils font appel en fait des outils complexes réservés à des spécialistes et chers réservés à des gens en ayant les moyens. En outre, le processus de leur fabrication nécessite transports, matériaux rares et eau et n'inclut vraisemblablement pas leur démantèlement / recyclage. Pour cette raison, ils ont une empreinte écologique⁴ au final plutôt lourde et devraient être gardés en dernier recours.

POUR UNE STRATEGIE DEMOCRATIQUE, SOCIALE ET ECONOMIQUE

Gouvernance

D'emblée, nous pouvons regretter la faible mobilisation, lors des réunions et groupes de travail départementaux, des agriculteurs eux-mêmes.

Celle-ci est-elle due au manque d'animation de la démarche ? Confier l'ensemble du travail à un bureau d'études permet certes d'avancer rapidement dans le dossier, mais c'est aussi une démarche moins intéressante sur le plan participatif.

Quelle concertation mettre en œuvre en appui / suivi de l'application de la stratégie hydraulique agricole ?

La proposition de "favoriser l'émergence de lieux de concertation à l'échelle des unités hydrographiques" nous paraît redondante avec les instances de concertation déjà développées (ou en cours) sur l'eau, portées par les comités de rivière, de canaux, par les ASA, qui regroupent autour d'une démarche ou d'une procédure (SAGE, contrat de milieu ou de canal...) les acteurs de l'eau d'un territoire hydrographique, agriculteurs y compris. Voyons plutôt comment ces instances existantes pourront intégrer ce point dans leurs problématiques actuelles⁵.

Visons la simplicité ! A la lecture du document de travail, on perçoit la complexité des structures, des types de structures, des plans, des contractualisations... complexité soulignée également en Comité d'Orientations Régional. Deux échelles nous paraissent pertinentes :

- Echelon du bassin versant, pour s'adapter réellement au contexte

³ Sondes capacitatives, capteurs divers, vannes automatiques...

⁴ Nous n'évoquons pas ici l'empreinte sociale (pays de fabrication ? conditions de travail des salariés ? etc.) ou encore les transferts d'eau virtuelle que ces fabrications lointaines peuvent entraîner. Dans une démarche globale, ces points seront à étudier.

⁵ C'est parfois d'ailleurs déjà le cas, par ex. pour les études volumes prélevables.

- Echelon régional, pour donner un cap et un cadre général, assez souple toutefois pour permettre le travail à l'échelon bassin versant.

Solidarité envers les territoires et les hommes

Les efforts d'économies d'eau et de changements de pratiques doivent être partagés le plus équitablement possible entre les hommes et les territoires.

Ce point posé, quels principes et quelles propositions établir ?

Nous suggérons les principes suivants

- rechercher la valorisation maximale des atouts propres à chacun des territoires. Il s'agit d'**adapter nos activités à nos territoires**, non l'inverse !
- Dans le même état d'esprit, les techniques sont à adapter en fonction des territoires et de leurs particularités géographiques, patrimoniales et naturelles. Par exemple, des techniques modernes comme l'aspersion ne sont pas forcément adaptées à la montagne et les investissements pour les mettre en œuvre peuvent s'avérer coûteux. De même, certains territoires ont développé des systèmes de production agricole particulièrement intéressants du point de vue de la biodiversité : c'est le cas en Crau, en Camargue, en montagne.
- La solidarité doit s'exercer, en 1^{er} lieu, de ceux qui prennent vers ceux qui donnent (les zones sécurisées par les eaux du bassin de la Durance doivent faire des efforts en faveur des secteurs qui ont permis jusqu'à présent cette sécurisation, c'est-à-dire les bassins de l'amont : Haute Durance et affluents amont). De même, la répartition des réserves agricoles dans les barrages peut être rediscutée, notamment pour tenir compte des besoins des milieux et de tous les usages.
- Les usages agricoles de l'eau doivent être rationalisés, rééquilibrés par une remise en perspective à l'échelle de la société, et non à l'échelle de l'exploitation. Il paraît plus logique de **réserver l'eau pour des cultures maraîchères, nourricières** à destination des populations locales plutôt que d'arroser des lavandes (culture sèche !) dont la production se destine davantage à un marché de luxe. Enfin, d'autres usages, comme l'arrosage de jardins d'agrément, sont ils justifiés en milieu méditerranéen ?

Aménagement du territoire

Enfin, la solidarité envers les territoires et les hommes peut trouver à s'exprimer par le biais de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Maintenir la vocation agricole des terres actuellement irriguées est un point essentiel de cette solidarité, parce que cela

- Permet de maintenir des zones de production alimentaire et garde à cette fin les terres les plus fertiles (le béton n'a cure de pousser sur des terres incultes !)
- Maintient des espaces non imperméabilisés, où les crues peuvent donc s'étendre, être ralenties, s'infiltrer, être drainées par les canaux... au bénéfice des villes en aval
- Evite les investissements coûteux : ceux que nécessite l'extension des périmètres irrigués, ceux que nécessite la réparation des dégâts causés par les inondations, ceux du transport...

Le Code de l'Urbanisme propose peu d'outils⁶ pour préserver de manière pérenne ces terres. Malgré tout, les Directives territoriales d'Aménagement (DTA) délimitent des secteurs à

⁶ Outils disponibles : Zone agricole Protégée (ZAP), Périmètres de protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels périurbains (PAEN).

enjeux où l'activité agricole doit être préservée⁷, et identifient des quotas de terres agricoles à respecter. A quand le respect de ces documents opposables ?

Un lobbying intense doit donc être porté de façon collective par les acteurs pour que SCoT et PLU intègrent des dispositions visant à réserver à l'agriculture ces terres irriguées. FNE PACA sera ainsi vigilante, dans le cadre de la révision du SDAGE, à la rédaction de la future "orientation fondamentale" dédiée à ce sujet.

Ces outils réglementaires et financiers sont d'autant plus nécessaires que les changements climatiques et la crise économique ne permettent et ne permettront pas l'extension des réseaux d'irrigation.

C'est pourquoi FNE PACA adhère aux orientations proposées pour la protection des terres agricoles irrigables. Nos associations militent d'ailleurs déjà dans toutes les instances possibles (CDCEA, instances de l'eau, enquêtes publiques SCoT et PLU...) en ce sens.

La SRHA peut enfin être une aide à la décision en matière d'aménagement du territoire en permettant, autant que possible, de juger de l'intérêt

- à conserver des systèmes particulièrement adaptés à la morphologie des territoires (par exemple, réseaux d'irrigation gravitaire en montagne),
- et à valoriser les bénéfices que peuvent avoir ces systèmes en terme environnemental (recharge de nappes souterraines, diversité de milieux et paysages), en terme culturel (ce sont souvent des patrimoines historiques [ouvrages parfois anciens] et culturels [car comprenant des savoir-faire]) et en terme d'aménagement du territoire (drainage des sols, zones d'expansion de crues).

Réalisme économique

Cela recouvre différents points : viabilité des exploitations, viabilité des filières, pérennité des structures de gestion.

Associations de protection de la nature, nous n'avons que peu à dire sur les deux premiers points. Nous nous contenterons donc de demander que le bon sens soit convié à la table des négociations :

- Développer de nouvelles habitudes de consommation dans la population : alimentation locale et de saison, acceptation du vrai prix des produits agricoles.
- Développer de nouveaux marchés, de nouvelles filières, basés sur de nouveaux produits (variétés mieux adaptées à de faibles ressources en eau). Il nous faut en effet garder à l'esprit que ce que nous pouvons produire actuellement en PACA pourra dans quelques décennies être produit plus au nord (Rhône-Alpes, Bourgogne...) avec une irrigation moindre du fait du changement climatique, et donc à coût moindre.
- Favoriser la création d'emplois dans l'agriculture, par le passage à une agriculture réduisant les intrants de toutes natures (engrais, pesticides, eau...).
- Engager une transition des prix agricoles, de façon que ces derniers reflètent le travail réel, intègrent les impacts et services environnementaux de l'agriculture, soient moins dépendants des subventions nationales ou européennes.

Rappelons enfin que **le réalisme économique ne doit pas être la raison au nom de laquelle tout accepter**. Il doit aller de pair avec la prise en compte des atouts et contraintes des territoires, le respect des milieux et des engagements environnementaux de la France, le projet pour l'avenir.

La PAC doit encore évoluer pour arriver à ce qu'elle intègre ce réalisme économique environnemental, de sorte qu'elle soit davantage au service d'une agriculture

- qui s'adapte au changement climatique telle que décrite ci-dessous,

⁷ Citons par exemple la DTA des Alpes Maritimes, qui identifie comme secteur à enjeux la plaine de la vallée du Var, plaine menacée par l'urbanisation et considérée par elle comme "réserve foncière".

- moins intensive, qui recherche la réduction des intrants,
- dont le rôle en matière de biodiversité et d'aménagement du territoire (ex de l'élevage en zone de montagne) est reconnu et valorisé.

De même, le programme de l'Agence de l'Eau doit lui aussi être adapté pour permettre l'accompagnement des agriculteurs dans ces nécessaires mutations. Les réflexions doivent notamment permettre de répondre aux questions sur le financement des changements de pratiques et sur la prise en compte et la valorisation des fonctions annexes de l'agriculture et de ses canaux⁸.

- Comment financer les changements de pratiques agricoles ?
- Comment financer les "fonctions annexes" (création de milieux, soutien de nappes dans des logiques de bon état des milieux ; drainage des sols, zones d'expansion de crues dans une logique d'aménagement du territoire) ?

Sur la question de la pérennité des structures de gestion, nous partageons le constat. Dans le contexte actuel où les canaux alimentent tant des usages agricoles que des usages de plus en plus urbains, quel modèle économique pérenne imaginer pour que les canaux restent ou redeviennent un outil collectif, au service de la production agricole et favorisant les fonctions annexes (comme le drainage des sols par exemple) ?

Aussi approuvons-nous les propositions d'orientations stratégiques présentées pour l'enjeu 5 du document de travail.

* *
*

En conclusion, nous soulignerons toute l'ambition de cette Stratégie Régionale Agricole à qui nous souhaitons de se concrétiser. Nous y voyons également

- Les premiers éléments d'une stratégie d'adaptation de l'agriculture au changement climatique,
- Un outil d'application sectorielle du SDAGE / une déclinaison agricole du SDAGE, donc avec des ambitions similaires pour les milieux et la ressource en eau,
- Un outil d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire, dans l'objectif que ce dernier intègre les préoccupations de préservation des terres irriguées aux côtés des objectifs de préservation des milieux naturels et de la ressource.

Espérons que l'application sera à la hauteur des ambitions et des discours !

Nous souhaitons enfin, en réaffirmant l'intérêt des associations pour la préservation des terres irriguées et le soutien que notre mouvement associatif apporte au monde agricole dans cette lutte, qu'une semblable synergie se développe en faveur de nos milieux aquatiques et de nos ressources en eau.

⁸ Les canaux rendent des services environnementaux, et notamment envers la biodiversité et le bon état des milieux (soutien de nappes, création de milieux...) et envers l'aménagement du territoire (drainage des sols, zones d'expansion de crues).